

REVUE  
FRANÇAISE  
DE  
PÉDAGOGIE

## Revue française de pédagogie

Recherches en éducation

175 | avril-juin 2011

Penser les choix scolaires

---

### D'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la IV<sup>e</sup> République*

Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2010, 216 p.

Patricia Legris

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3130>

ISSN : 2105-2913

#### Éditeur

ENS Éditions

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 149-150

ISBN : 978-2-84788-320-6

ISSN : 0556-7807

#### Référence électronique

Patricia Legris, « D'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la IV<sup>e</sup> République* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 175 | avril-juin 2011, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3130>

---

récente et des mythes fondateurs de la Suisse depuis les années deux mille, et il incite ensuite à un changement de l'histoire scolaire pour qu'elle assume « sa fonction d'éducation à la problématique du monde » (p. 180).

À la lecture, ces contributions ne concernent pas toutes également le roman national, défini comme une « vision romancée du passé qui préfère nourrir des velléités dites nationalistes plutôt que de s'ouvrir à des perspectives plus globales et moins ethnocentrées » (p. 9). Les auteurs des articles s'appuient essentiellement sur l'épistémologie de l'histoire et l'historiographie. L'avant-propos indique que le travail s'est fait à partir de la notion de « curriculum » (penser conjointement les contenus, leur échelonnement dans le temps, les ressources mobilisées et les pratiques enseignées). Or la sociologie du curriculum n'est convoquée explicitement que dans la contribution de Françoise Lantheaume, qui rappelle qu'il s'agit de voir comment, dans quel réseau reliant monde savant, monde politique et social, monde économique et monde scolaire, s'opère une traduction des savoirs savants, des projets politiques, des savoirs d'expérience et des mémoires. La didactique curriculaire<sup>1</sup> n'est jamais mentionnée, alors qu'elle offre des cadres théoriques permettant de penser l'organisation et les mutations des programmes et des objets d'enseignement dans ces programmes, y compris en les référant aux finalités sociales et politiques de l'école. Les interprétations largement acceptées de la construction des disciplines scolaires et des paradigmes pédagogiques, telles que les ont développées André Chervel et, pour l'histoire, Annie Bruter (et moi-même) ne sont pas évoquées. Il n'y a pas non plus de référence au modèle des « 4R » de François Audigier (implicite dans l'article de Marc Deleplace ?), qui rend compte d'une mise en contenus et en pratiques de l'histoire scolaire fondée sur la recherche de consensus, le refus du politique, le réalisme et le rapport aux résultats des sciences – y compris pour les questions nationales sensibles. De même on est surpris, dans les articles analysant les manuels, de l'absence de référence aux recherches et aux méthodologies d'analyse de ces publications spécifiques, en particulier pour le rapport entre documents et textes des auteurs<sup>2</sup>. Bref l'ouvrage témoigne aussi, involontairement, de l'amnésie permanente qui semble frapper certaines recherches en didactique, en faisant silence sur les avancées théoriques et méthodologiques réalisées depuis trente ans. Deux articles semblent d'ailleurs moins ancrés dans la recherche ou plus rapidement écrits. Mais le propos de l'ouvrage est sans doute plus d'inciter à la réflexion que de fournir un étayage aux recherches.

La lecture de ce recueil invite à des réflexions salutaires et à une vigilance critique sur les enjeux et les perspectives actuelles de l'enseignement de l'histoire en France (et au-delà). Il se révèle aussi un outil particulièrement suggestif pour les étudiants des masters préparant aux métiers de

l'enseignement, soit dans les contributions bien documentées sur la construction de l'histoire scolaire, soit dans les articles qui incitent à réfléchir sur les finalités de cet enseignement. Enfin il peut permettre aux enseignants, en cette période de changements des programmes, d'esquisser à nouveau frais une approche des nouvelles prescriptions et de la vulgate.

Nicole Tutiaux-Guillon

Université d'Artois, IUFM du Nord-Pas de Calais  
et université Charles-de-Gaulle-Lille 3, Théodile-CIREL

1 On songe aux travaux de Jean-Louis Martinand, Joël Lebeaume, ou d'Alistair Ross outre-Manche.

2 Là encore, l'article de Marc Deleplace souligne que le manuel n'est pas un support scolaire comme un autre et met en évidence le système dans lequel il se situe.

D'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la IV<sup>e</sup> République*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2010, 216 p.

*En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la IV<sup>e</sup> République* est un ouvrage auquel ont contribué quinze auteurs dirigés par Renaud d'Enfert et Pierre Kahn. Les treize contributions s'organisent en deux parties : la première porte sur les projets de réformes et les réformes éducatives, la seconde traite des disciplines scolaires. Beaucoup d'historiens de l'éducation présentent la IV<sup>e</sup> République comme une « sorte de moment creux » (p. 7), quand ils ne vont pas jusqu'à la négliger dans l'histoire des institutions scolaires. Contrairement à la V<sup>e</sup> République, on ne peut pas en effet lui attribuer la paternité de grandes réformes éducatives. L'absence de réforme a contribué à diffuser l'image d'une stabilité dans le secteur éducatif entre la III<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> Républiques. Or l'histoire des disciplines scolaires va à l'encontre de ces représentations. Cet ouvrage propose de montrer de manière stimulante que se produit un véritable « changement sans la réforme » (p. 10), par l'étude de ce qui se joue dans les coulisses ministérielles et sur le terrain. Une dizaine de projets de réformes sont discutés par les acteurs éducatifs qui observent alors l'« explosion scolaire », les mutations de la profession enseignante et du public scolaire. Les premiers chapitres mettent en lumière la tension entre la volonté d'adapter l'école française aux attentes du monde économique et social, ce qui passe par l'orientation et la recherche des aptitudes, et la promotion d'une école démocratique. Ces projets montrent ainsi la porosité des politiques éducatives aux transformations des autres politiques publiques.

Les contributions présentent plusieurs autres intérêts. Le premier réside dans l'approche adoptée par les auteurs qui ne se penchent pas uniquement sur les textes officiels, mais

étudient la genèse et la trajectoire des projets réformateurs, dont beaucoup remontent à l'entre-deux-guerres, comme le montrent André D. Robert concernant la démocratisation de l'école, Catherine Dorison au sujet de la notion d'aptitude et Antoine Savoye pour les classes nouvelles. Ces chapitres abordent des évolutions éducatives qui n'apparaissent que dans certaines pratiques pédagogiques. Les réformes de la V<sup>e</sup> République entérinent de ce fait des évolutions déjà visibles sur le terrain et recyclent des projets antérieurs, comme le souligne Jean-Michel Chapoulie au sujet des réorganisations institutionnelles. La déstabilisation du modèle éducatif de la III<sup>e</sup> République et l'absence d'un projet consensuel de réforme crispent cependant certains acteurs dont l'identité est bouleversée. C'est particulièrement le cas pour l'enseignement primaire dont l'autonomie à l'égard du secondaire est ébranlée dès la Libération. Marie-France Bishop explique comment la direction du premier degré adopte progressivement des positions conservatrices, recommandant l'usage de méthodes pédagogiques traditionnelles. Elle fait ainsi apparaître comment l'apparente immuabilité de l'enseignement du français en primaire n'est aucunement un signe de sérénité. Selon Muriel Guedj et Pierre Kahn, l'inertie également visible pour l'enseignement scientifique primaire est liée à la volonté du monde primaire de ne pas se dissoudre dans le secondaire et de garder sa spécificité. L'étude de la mise en place du cursus universitaire de lettres modernes par Clémence Cardon-Quint révèle les clivages sur les méthodes et les finalités de l'enseignement du français dans le secondaire. Les débats qui précèdent la création d'un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges (CAEC) de lettres modernes témoignent de la crispation de l'enseignement des humanités classiques et des « incertitudes durables » concernant les compétences et les méthodes pour l'assurer.

Le deuxième intérêt du livre est l'attention portée aux acteurs engagés dans les réformes disciplinaires et aux revues, porteuses des débats (Jean Lamoure). Renaud d'Enfert s'intéresse aux propositions de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP), inscrites dans un mouvement international en faveur des mathématiques modernes, en analysant le rôle de quelques professeurs militants pour imposer, malgré les résistances, leur conception de la réforme au sein de la corporation et auprès de l'inspection générale. La contribution d'Hélène Gispert est particulièrement riche car elle porte sur la circulation internationale de l'idée de réforme des mathématiques et sur sa traduction nationale. L'auteure revient sur des organisations encore peu étudiées comme la Commission internationale pour l'étude et l'amélioration de l'enseignement des mathématiques (CIEAEM), qui s'appuie sur un réseau d'acteurs expérimentateurs engagés à l'UNESCO, à l'OCDE ou au bureau international de l'éducation.

L'ouvrage montre, troisièmement, que ces évolutions disciplinaires sont également liées au contexte global. Selon Joël Lebeaume, l'apparition à la Libération d'une nouvelle discipline intitulée « travaux manuels éducatifs » et « enseignement ménager », puis l'émergence d'un nouveau corps professoral spécialisé dans ces enseignements au milieu des années cinquante ne peuvent se comprendre sans tenir compte des évolutions du genre, du monde du travail et de la société. Les réformes de l'école doivent également être mises en relation avec les enjeux locaux. Michaël Attali et Jean Saint-Martin confrontent par exemple fructueusement les réformes institutionnelles venant du ministère et les débats et pratiques professionnelles des enseignants d'éducation physique et sportive. Ces derniers participent aux débats sur la place du sport dans cette discipline. Ce chapitre, tout comme celui de Pierre Savaton sur l'enseignement des sciences naturelles, montre les difficultés locales de mise en œuvre des réformes. En cela, ils mettent en évidence l'inefficacité de certaines directives centrales sur le terrain.

Enfin l'ouvrage montre la spécificité des réformes du secteur éducatif qui sont dotées d'une temporalité propre. Alors que de vastes réformes sectorielles aboutissent dans les années cinquante (les politiques agricoles et médicales par exemple), les projets concernant l'éducation sont le plus souvent bloqués par l'absence de consensus sur ce que doit être la réforme. Les débats, dont l'intensité illustre la dimension symbolique de l'école, soulèvent de nombreuses questions relatives aux identités professionnelles, aux finalités éducatives et aux projets de société, au coût d'une réforme, etc. Une analyse plus fine des acteurs porteurs des réformes disciplinaires, mais aussi de ses détracteurs, aurait permis de mieux comprendre la dynamique morphologique des groupes professionnels, de mieux cerner les tensions, parfois implicites dans cet ouvrage, entre enseignements primaire et secondaire, entre humanités classiques et modernes. Des analyses des débats portés par des organisations internationales telles que l'UNESCO et le Conseil de l'Europe pourraient aider à comprendre la diffusion des réformes disciplinaires. Le principal manque de cet ouvrage est l'absence d'acteurs centraux comme les décideurs politiques dans l'élaboration et le blocage des réformes. On pourrait enfin regretter l'absence d'une conclusion synthétique présentant la pluralité des réformes éducatives de ces années. La publication prévue d'un deuxième volume traitant des réformes disciplinaires des années soixante qui prolongent, ou non, les projets présentés dans ce livre est donc la bienvenue.

Patricia Legris  
Université de Reims Champagne-Ardenne,  
IUFM de Champagne-Ardenne